

APERÇU DU FORUM SOCIAL FLORENCE, NOVEMBRE 2002



LE FORUM SOCIAL EUROPÉEN A UN RÔLE DÉTERMINANT POUR PROLONGER LE FORUM SOCIAL MONDIAL DE PORTO ALEGRE. IL S'AGIT DE FAIRE LE POINT SUR LES ALTERNATIVES SOLIDAIRES, D'INTÉGRER LES REVENDICATIONS PROPRES AU MOUVEMENT SOCIAL EUROPÉEN, DE PROPOSER DES PERSPECTIVES D'ACTIONS. MARIA TERESA RODA NOUS DONNE UN APERÇU DES CES JOURNÉES.

ATELIER SUR LA PRIVATISATION DES SAVOIRS

Synthèse de l'intervention de Riccardo Petrella : La politique européenne de formation ? Une université sur deux est privée.

Pour Riccardo Petrella, il ne s'agit pas de parler de la militarisation de la connaissance, ni du strict rapport qui existe entre militarisation et marchandisation, mais du fait que l'on se trouve face à un marché international de la formation et de la connaissance.



Cela s'appelle le WEM (World Educational Market – marché mondial de l'éducation) fondé en 2000. De quoi s'agit-il ? Rien de moins que d'une foire de plus de deux mille exposants, les principales multinationales du secteur et les universités privées, organisée par une société privée spécialisée dans les foires. Il y a quelques mois s'est

tenue à Lisbonne la troisième édition de cette foire, où a été lancé le programme Europe, un projet d'éducation aux fins mercantiles qui devra se développer selon trois fils conducteurs : l'enseignement à distance, c'est à dire en ligne, les masters et les écoles de formation à l'image.

L'enseignement en ligne est la forme la plus forte de la marchandisation de la formation au niveau international. Cela se fonde sur une grande équivoque : à distance, ne signifie pas du tout l'accès pour tous, mais que c'est plus facilement commercialisable.

Pour réaliser ce projet, il y a une dizaine d'années, a été créé le programme Delta.

Les universités privées sont mille vingt au total, dont la plus grande partie appartient à des entreprises. On y enseigne les connaissances et les technologies de



la société qui les finance. Elles établissent des alliances internationales et déclarent ouvertement que leur but est le marché. En Allemagne par exemple a été créée une nouvelle école des affaires, avec l'intention d'en créer d'autres dans toute l'Europe.

En pratique, le gouvernement allemand pense qu'il est bon de financer une université privée qui formera des « tueurs » entraînés à éliminer les concurrents du marché. Parmi les inspireurs de ce projet, on trouve la banque mondiale qui l'année dernière a publié un très intéressant rapport sur l'enseignement dans le monde, dont le concept de base est le suivant : il faut passer de l'université traditionnelle, à l'université « clic ».

Le marché international de la connaissance est celui qui doit établir la propriété de la connaissance (privée) et qui déclare « qu'il n'y a régulation que s'il y a échange ». Cette régulation s'opère à travers des marchés uniques pas encore mondiaux, mais en voie de mondialisation, des marchés dont 98 % des brevets appartiennent à l'occident.

LE PARLEMENT EUROPÉEN

Pour résumer, le triangle de la logique de transformation de la connaissance en marchandise est le suivant : le premier pas est « la scientification » de la technologie ; le second, la technologie de l'économie et le troisième, par conséquence, la privatisation de la recherche

et de la formation. C'est ainsi que se referme le piège de la société de l'information dont parle le livre blanc de Delors. Si par conséquent, l'entreprise est le principal acteur de la connaissance parce que liée aux processus économiques, l'université doit être mise à disposition de ce processus. Un processus qui n'est pas sans comporter un piège parce que l'industrie européenne pensait de cette façon « devenir compétente » sur le marché, en fait elle a vite disparu, dévorée par de plus forts qu'elle. Pourtant, dans les documents européens l'objectif est clair : porter à 60 % la part de l'université financée par le privé.

L'éducation est un bien commun de l'humanité et il faut que le monde universitaire investisse sur la rigueur scientifique, qui se perd totalement, réfuter les tendances oligarchiques de la science et harceler le Parlement européen qui trahit sa fonction. Il faut aussi penser à trouver des moyens financiers nouveaux pour que l'enseignement reste public.

EN PERSPECTIVE : LE 15 FÉVRIER 2003 GRÈVE EUROPÉENNE CONTRE LA GUERRE (SI BUSH NE LA DÉCLARE PAS AVANT...)

Le dimanche matin, à dix heures, la gare Léopolda ne réussissait déjà plus à contenir l'émotion, le besoin de parler encore et encore et de hurler le nécessité de tisser des liens plus serrés. Tous avaient bien l'intention de ne pas repartir de Florence sans emporter dans leurs bagages plein d'analyses et de propositions à faire vivre à leur retour à Fribourg ou Grenoble, Salonique ou Varsovie, Manchester ou Cagliari... dans toute ville, petite ou grande, de l'Europe sociale qui s'est transformée en un poste de surveillance permanent de la bataille globale contre le libéralisme.

Une chose est sûre : il y aura une grève contre la guerre, le même jour, en Europe. La date pourrait être le 15 Février à moins que Bush ne décide d'avancer la date de l'offensive. Dans ce cas, de manière spontanée, « auto-convoquée », l'Europe des mouvements sociaux serait

« La légion étrangère »
(Benedetto Vecchi. Il manifesto 10-11-02)

Dans le cortège défilent sans fin les Grecs, les Anglais, les Français. « Mais où sont les italiens ? » Il y a les Anglais de « Globalize resistance », les activistes du « Greek social forum » (divers partis communistes et quelques groupes anarchistes), un applaudissement et voilà ceux de « Via campesina ». Parmi eux, les moustaches et la pipe de José Bové.

Et puis il y aussi les Espagnols, les Portugais, les Finlandais, les Suédois, des délégations colombiennes. Les Français d'Attac font impression, derrière eux, les syndicats français de la CGT à Sud. Ils réclament le plein emploi, un salaire pour les chômeurs. Même le parti communiste est regardé avec sympathie.

« Mais quand arrivent les Italiens ? » s'impatiente une dame. Cela fait déjà trente minutes que défilent les « Etrangers ».

capable d'y répondre en quelques heures. A partir de Janvier, il y aura un mois de mobilisation générale, en liaison avec le troisième Forum mondial de Porto Alegre

Parmi les autres propositions, celle de travailler sur une charte : la création d'un laboratoire permanent de la communication à l'échelle européenne. Cette idée est venue des nombreux médias indépendants présents au Forum, elle a été discutée et a fait apparaître combien il est nécessaire de chercher de nouveaux langages à opposer à l'information libérale. L'idée est simple : si les médias ne donnent pas une information fondamentalement différente, il faut utiliser le boycott et construire une « autre communication ». C'est ainsi que sont nés à Florence « Global TV », un quotidien, un centre de médias fondé sur le principe du partage de la production d'informations. On a confronté les moyens et les méthodes et on a mis en évidence la faiblesse des médias au service de l'économie ou de la politique auxquels il

ne reste qu'un unique éphémère pouvoir, celui du terrorisme informatif.

SUCCÈS À FLORENCE

Dévastation, alarme, vandales, violence, échauffourée, assauts, guérilla, black bloc, monuments détruits, éléphants dans un magasin de porcelaine, Florence qui tremble, les citoyens terrorisés, les commerces en deuil, les nazis en marche.

De Berlusconi au Corriere della sera, en passant par les télévisions, depuis deux mois, on parlait tellement en Italie du Social Forum de Florence, qu'on en était quasiment arrivé à vouloir le déplacer ou l'empêcher.

Mais rien de tout cela ne s'est produit. Rien de rien. Au contraire, pendant trois jours, des milliers de personnes ont discuté, écouté, participé à des rencontres sur cette terre, sur l'agriculture et la faim, sur l'Europe et les Etats-Unis, sur la paix et la guerre, sur l'économie et l'écologie, sur tout et son contraire, avides de connaître, de partager l'expérience des autres.

Il fallait cette manifestation, il fallait ces journées de Florence. Pour dire deux ou trois choses, et souligner par exemple, que quelques idées pour rendre possible un autre monde sont déjà en circulation et pourraient bien être mises en pratique.

Maria Teresa Roda
CA de la Fédération internationale des Mouvements
d'Ecole moderne (FIMEM)
Traduction Sylvie Clerc

